

[Text]

cela, mais lorsqu'une équipe fait une exception, elle doit soumettre le cas au comité exécutif du bureau pour recevoir la permission de faire un suivi seulement au bout de trois ou quatre ans au lieu d'au bout de deux ans. Les rapports qui apparaissent à ce chapitre ne sont pas sujets à une nouvelle vérification. C'est un suivi quant aux actions prises par le ministère à la suite de nos observations et recommandations. Nous cherchons à voir ce que le ministère a fait des observations et recommandations qu'on a faites, ainsi que des recommandations du Comité des comptes publics.

• 1025

Les commentaires à ce chapitre n'ont pas la même exactitude que les commentaires faits dans les autres chapitres parce que, de façon générale, on ne refait pas les vérifications à ce moment-là. Donc, une partie de l'information est un peu moins précise. On rend compte des efforts faits par un ministère pour corriger une situation, mais sans retourner à l'intérieur du ministère pour vérifier si ses affirmations sont fondées ou non.

Le chapitre 5 est un chapitre un peu spécial à l'année 1990. On a fait un suivi sur la classification des emplois, qui était un sujet majeur. Dans ce cas-ci, on a fait un peu plus de travail et on a pensé qu'il était préférable de séparer ce suivi-là des autres. C'est une situation un peu spéciale.

Les chapitres 6, 7 et 8 présentent des études spéciales d'envergure gouvernementale qui concernent des sujets qui, à notre point de vue, intéressent le Parlement. Au chapitre 6, il y a un rapport sur le régime de vérification s'appliquant aux sociétés d'État. Le chapitre 7 porte sur les valeurs, services et rendements; c'est une étude qu'on a faite à l'intérieur du gouvernement sur la qualité de la gestion. Le chapitre 8 parle de l'efficacité de l'administration fédérale; c'est une étude spéciale d'envergure gouvernementale qui, étant donné le programme projeté du Comité, intéresse le Comité des comptes publics.

Les chapitres 9, 10 et 11 sont des rapports de vérifications spéciales. Ce genre de vérification couvre certains ministères sur une base d'échantillonnage ou des activités clés à l'intérieur du gouvernement. Les sujets qui font soumis à ces vérifications ne sont pas toujours significatifs au niveau d'un ministère, mais le sont pour l'ensemble du gouvernement. Les exemples que vous avez ici sont la vérification de la sécurité de l'information, le traitement des organismes de charité par le ministère du Revenu national et le ministère des Finances, et les projets d'immobilisation. Il y a quelques années, on a décidé de vérifier tous les projets d'immobilisation d'au-delà de 100 millions de dollars et de vérifier un échantillon des projets d'immobilisation de moins de 100 millions de dollars. Presque chaque année, dans notre rapport annuel, nous faisons un rapport sur le résultat de ce genre de vérification.

Les chapitres 12, 13, 14 et 15 présentent un exemple de ce qu'on appelle les vérifications sectorielles. Une vérification sectorielle, c'est une vérification de la gestion d'un programme qui chevauche plus d'un ministère. Dans le rapport 1990, les quatre chapitres mentionnés présentent le rapport de notre vérification du programme d'immigration dont s'occupent sept ministères et organismes. On en a fait l'objet de quatre chapitres. On a essayé de les diviser de

[Translation]

Committee by the team in question to be approved for a follow-up after three or four years rather than after two years. The reports in this chapter are not re-audited. The follow-up focuses on actions taken by the department. We try to find out whether the department has followed our observations and recommendations and whether it has heeded the recommendations made by the Public Accounts Committee.

The points in this chapter are not as precise as those in other chapters, since in general, audits are not re-done at this stage. As a result, part of the information is a little less precise. Efforts by departments to correct the situation are reported, though we do not return to the department to verify any changes.

Chapter 5 is rather special to 1990. It is a follow-up on job classification, which was a major topic. More work was done on this and we felt it preferable to separate this follow-up from the others. It is a rather special situation.

Chapters 6, 7 and 8 deal with special government-wide studies on subjects which, in our opinion, are of interest to Parliament. In chapter 6, you will find a report on the auditing system for Crown Corporations. Chapter 7 deals with values, services and performance; this is a study of management quality within the government. Chapter 8 deals with the efficiency of the federal administration; it is a special government-wide study which, given the Committee's proposed program, will be of interest to you.

Chapters 9, 10 and 11 are special audit reports. These cover certain departments on a sample basis or key activity within government. Subjects that are audited are not always significant for a given department, but are to the government as a whole. The examples you have here are the information security audit, the treatment of charity organizations by the Department of National Revenue and the Department of Finance, and capital projects. Several years ago, we decided to audit all capital projects exceeding \$100 million and to verify a sample of capital projects under \$100 million. Almost every year, our annual report presents the results of this type of audit.

Chapters 12, 13, 14 and 15 are examples of what we call sector audits, which cover the management of a program involving one or more departments. In the 1990 report, these four chapters present the report of our audit of the immigration program which is implemented by seven departments and agencies. We cover it in four chapters, and we tried to make logical divisions so as to present our observations on four distinct subjects: the delivery of the